

Après des propos rétrogrades sur le rôle et la place des femmes dans la société, le Premier ministre marocain a suscité l'indignation de militants associatifs et de responsables politiques qui ont exprimé mardi, devant le Parlement, leur colère.

"Benkirane, ça suffit !", "Benkirane dégage, le Maroc n'est pas à toi !" À l'appel de la "Coalition civile pour l'application de l'article 19 de la Constitution", environ 200 personnes, brandissant pour certaines casseroles et cuillères, ont marqué leur courroux contre Abdelilah Benkirane, Premier ministre marocain et chef du parti Justice et développement (PJD).

"Sa vision rétrograde, nous ne l'accepterons jamais ! Nous refusons cette humiliation de la part d'une personne qui considère les femmes comme des 'lustres de maison'", a déclaré Nouzha Skalli, l'ancienne ministre de la Famille.

La semaine passée, s'exprimant devant le Parlement, Abdelilah Benkirane avait ouvertement regretté l'évolution de la société marocaine, fustigeant "le modèle européen" et louant le "rôle sacré" de la femme au foyer. "Il y a un problème par rapport au rôle de la femme dans la famille moderne. (...) Lorsque la femme est sortie des foyers, ceux-ci sont devenus sombres", avait-il jugé. "Vous qui êtes là, vous avez été éduqués dans des maisons où il y avait des lustres. Ces lustres étaient vos mères", avait notamment regretté le Premier ministre.

>> Lire aussi : Abdelilah Benkirane, un Premier ministre "normal"

Tollé sur les réseaux sociaux

Ces propos ont entraîné une levée de boucliers, y compris sur les réseaux sociaux sous le hashtag #anamachitria ["Je ne suis pas un lustre"].

Il s'agit d'un "appel implicite à confiner la femme à la fonction biologique reproductive et au travail domestique", a dénoncé un collectif regroupant des dizaines d'ONG locales.

Les ONG exigent des "excuses officielles"

Alors que le calendrier des élections régionales de 2015 vient d'être publié - des rendez-vous qui auront valeur de test un an avant les législatives -, le chef du gouvernement a en outre été accusé de "quémander les votes" des "courants salafistes et conservateurs".

Dans un communiqué distinct, les femmes de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, opposition) ont également condamné les propos d'Abdelilah Benkirane, l'exhortant "à se concentrer plutôt sur l'application de l'article 19 de la nouvelle Constitution" de 2011, adoptée durant le Printemps arabe. Cet article exhorte, entre autres, "l'État marocain à œuvrer à la réalisation de la parité homme-femme".

"Nous réclamons des excuses officielles depuis la tribune du Parlement, là-même où nos droits et notre dignité ont été atteints", a renchéri une militante, Latifa Jbabdi.

Sollicité, les services du porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, issu du PJD, n'ont pas donné suite.